L'Hospice de Scheut (1943-1944)

Thierry Delplancq et Catherine Massange

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cmc/1046>

DOI : 10.4000/cmc.1046

ISSN : 2684-3080

Éditeur

Fondation de la Mémoire Contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2004

Pagination : 13-34

ISSN : 1377-1256

Référence électronique

Thierry Delplancq et Catherine Massange, « L'Hospice de Scheut (1943-1944) », *Les Cahiers de la Mémoire Contemporaine* [En ligne], 5 | 2004, mis en ligne le 01 novembre 2020, consulté le 29 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/cmc/1046> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cmc.1046>

L'Hospice de Scheut (1943-1944)

Thierry Delplanq et Catherine Massange

« Mise au travail ». Telle est la raison qu'invoque officiellement la convocation que reçoivent nombre de Juifs au cours de l'été 1942 les sommant de se présenter à la caserne Dossin à Malines. D'emblée, le fait qu'enfants et vieillards ne soient pas épargnés ne peut manquer d'attirer l'attention de certains. La méfiance va dès lors croissant, en même temps que se multiplient les passages dans la clandestinité¹.

Pour l'autorité occupante, le fait que de plus en plus de persécutés se cachent constitue un échec. Elle veut les identifier, les séparer de la population non juive, les garder sous son contrôle. Toute une série de mesures vise donc à les enfermer dans une forme de "ghetto social" et à les priver de moyens d'existence. Elle veut aussi atténuer les réactions possibles des autorités belges en dissimulant méthodiquement les véritables ressorts de sa politique. Elle prendra en conséquence des mesures qui peuvent sembler rassurantes, acceptant, encourageant même, la création de homes juifs pour enfants et pour personnes âgées. Pour isoler les Juifs des non-Juifs, elle va utiliser des organismes qu'elle a mis en place, comme l'Association des Juifs en Belgique (AJB) et la Commission d'Assistance publique du Grand-Bruxelles².

L'AJB est créée par l'occupant fin 1941. L'autorité allemande veut que toute la charge des Juifs indigents repose sur les Juifs eux-mêmes. Une des tâches explicitement assignées à l'AJB est l'aide sociale. Celle-ci doit s'adresser à des enfants, des personnes âgées et des malades, qui de plus en plus restent seuls du fait de la déportation de leurs proches. L'aide concerne aussi ceux que l'occupant prive d'une quelconque

¹ En 1942, près de 650 Juifs nés avant 1875 sont déportés (*Mémorial de la déportation des Juifs de Belgique*, présenté par S. Klarsfeld et M. Steinberg, Bruxelles - New York, 1982, pp. 59-65).

² Sur l'Association des Juifs en Belgique (AJB), voir J.-Ph. Schreiber – R. Van Doorslaer (éd.), *Les curateurs du ghetto, l'Association des Juifs en Belgique sous l'occupation nazie*, Bruxelles, 2004. Catherine Massange y étudie l'aide sociale octroyée par l'AJB.

source de revenus. Engagée dans une logique de présence et de moindre mal, l'AJB va gérer des homes d'enfants et de personnes âgées. Si elle crée un premier home d'enfants à Wezembeek en septembre 1942, elle développera en fait son réseau à partir de l'été 1943. Elle exprime souvent sa volonté de créer des homes pour les personnes âgées. Elle chapeaute la Maison de Retraite de la rue de la Glacière (l'actuel Heureux Séjour) à Saint-Gilles et ouvre, à l'été 1943, un home à Auderghem, avenue Van Horenbeeck³.

De plus en plus, confortée en cela par l'occupant, l'AJB voit dans l'existence de ses homes une condition de la libération des enfants et des personnes âgées de Malines. Elle met en place un Service d'Interventions qui essaie d'obtenir la libération de certains Juifs, enfants et personnes âgées principalement, du « SS-Sammellager Mecheln » (la caserne Dossin à Malines), leur évitant ainsi la déportation vers Auschwitz. Cependant ses homes d'enfants sont surchargés et lorsque des personnes âgées sont elles aussi libérées de Malines, l'AJB ne sait comment les prendre en charge. Le home de la rue de la Glacière, même après des travaux d'agrandissement entrepris d'urgence, n'a pas de capacités d'accueil suffisantes ; il peut héberger environ 70 personnes. Le nouveau home d'Auderghem s'avèrera également vite trop petit⁴.

L'autorité occupante constate d'autre part que des Juifs âgés vivent dans les hospices des Commissions d'Assistance publique (CAP), que des Juifs malades sont soignés dans leurs hôpitaux et sanatoriums, que des Juifs indigents sont quotidiennement aidés. Elle sait également, au moins depuis le mois d'octobre 1942, que des Juifs tentent de lui

³ Service des Victimes de la Guerre (SVG), procès-verbal du Comité local de Bruxelles de l'AJB, 14 juillet 1943 ; Centre d'Études Guerre et Sociétés contemporaines (CEGES), AB207, *Journal de guerre* de S. Van den Berg, 8 février 1944, p. 140 ; Musée juif de la Déportation et de la Résistance (MJDR), fonds AJB, *Commission sociale. Finances*, « Assistance sociale ». Rapport du mois de mai 1944 » et « Assistance sociale. Rapport du mois de juin 1944 » ; Th. Gergely, « La bienfaisance à Bruxelles, hier et de nos jours », dans *La Grande Synagogue de Bruxelles. Contributions à l'histoire des Juifs de Bruxelles, 1878-1978*, Bruxelles, 1978, p. 149 ; J.-Ph. Schreiber, *Politique et religion. Le Consistoire Central Israélite de Belgique au XIX^e siècle*, Bruxelles, 1995, p. 269 et note 59 ; C. Massange, « La création de la Centrale d'Œuvres sociales juives ou comment animer une conscience sociale », dans *Les Cahiers de la Mémoire contemporaine*, n° 4, 2002, pp. 177-179 ; M. Steinberg, *Un pays occupé et ses Juifs. La Belgique entre France et Pays-Bas*, Gerpennes, 1999, pp. 134-136.

⁴ SVG, procès-verbaux des réunions du Comité directeur et du Comité local de Bruxelles, 1943-1944.

échapper en se faisant hospitaliser⁵. Dans sa volonté de séparer et de contrôler, l'occupant va donc chercher à obtenir la collaboration des CAP.

La CAP du Grand-Bruxelles

L'arrêté du Secrétaire général aux Affaires intérieures Gérard Romsée, en date du 24 septembre 1942, va créer le Grand-Bruxelles et signifier la dissolution des CAP locales⁶. Le 13 novembre a eu lieu l'installation du Conseil de l'Aide sociale de la CAP du Grand-Bruxelles. Arthur Bacq, choisi pour assumer les charges d'échevin des Œuvres sociales et de l'Assistance publique de la nouvelle agglomération, est appelé à sa présidence. Licencié en sciences commerciales, catholique, cet ancien combattant et invalide de la guerre 14-18 a été directeur de l'Office du Travail de Charleroi de 1934 jusqu'au 31 mars 1942. Il a collaboré à la création du Grand-Charleroi ainsi que du Grand-La Louvière et est également membre de la Communauté culturelle wallonne⁷.

En juillet 1943, Chaïm Perelman, délégué de l'AJB pour les contacts avec l'Assistance publique, attend la libération prochaine d'une quarantaine de personnes âgées de Malines⁸. Le home d'Auderghem n'est pas prêt et n'a pas de lits en suffisance. Demandant de la literie à prêter à la CAP du Grand-Bruxelles, Perelman insiste sur le caractère provisoire du prêt et « sur le fait que, si l'Association juive

⁵ Voir à ce sujet l'étude sur l'AJB mentionnée à la note 2.

⁶ On verra notamment à son sujet L. Roppe, « Romsée », dans *Nationaal Biografisch Woordenboek*, Bruxelles, t.IX, 1981, col. 637-646.

⁷ On consultera notamment, à propos de la Communauté culturelle wallonne, E. Verhoeyen, *La Belgique occupée. De l'an 40 à la Libération*, Bruxelles, 1994, pp. 77-79, 293-297. Archives du Centre public d'Action sociale de Bruxelles (ACPASB), Rapport annuel de la Commission d'Assistance Publique de Bruxelles pour 1942, s.d., p. 4 ; ACPASB, Conseil de l'Aide sociale (CAS), séance du 13 novembre 1942 ; « Le Grand-Bruxelles est créé », dans *Le Pays réel*, 27/9/1942, p. 1 ; F. Maerten, *Du murmure au grondement. La résistance politique et idéologique dans la province de Hainaut pendant la Seconde Guerre mondiale (mai 1940-septembre 1944)*, Mons, 1999, vol. I, p. 90 ; N. Wouters, « Groot-Brussel tijdens WO II (1940-1944) », dans E. Witte, A. Alen, H. Dumont, P. Vandernoot, R. De Groof (éd.), *De Brusselse negentien gemeenten en het Brussels model*, Gand, 2003, p. 69.

⁸ Nous renvoyons à son sujet à J.-Ph. Schreiber, « Perelman, Chaïm », dans J.-Ph. Schreiber (dir.), *Dictionnaire biographique des Juifs de Belgique*, Bruxelles, 2002, pp. 271-274.

n'avait pas accepté la charge de l'entretien des intéressés, ceux-ci auraient été renvoyés à Bruxelles et auraient dû être admis dans des hospices »⁹. Il montre ainsi qu'en cas de défaillance de l'AJB, l'Assistance publique peut rester une source d'aide pour les Juifs. Devant le refus de la CAP, l'AJB lui demande de l'aider à héberger ces personnes dans une institution qui dépend d'elle. Il n'est alors pas explicitement question d'un hospice géré directement par la CAP pour les libérés de Malines. Le 11 août, Louis Rosenfeld, responsable des relations avec l'occupant au sein du Service Interventions de l'AJB, rend compte au Comité local de Bruxelles de son dernier entretien avec le délégué du *Sicherheitsdienst* (SD), lequel lui a déclaré notamment que les personnes âgées libérées doivent être hébergées dans une maison de retraite dépendant de l'AJB. Cette dernière se plaint cependant de plus en plus de son épuisement financier. Outre ses difficultés à aménager le home d'Auderghem, elle essaie de sauver à la fois vieillards et enfants et s'occupe également de l'ouverture de nouveaux homes pour les plus jeunes¹⁰.

La création du home de Scheut

Répondant, semble-t-il, dès le mois de mai 1943 à de premières instructions verbales de l'occupant, la CAP du Grand-Bruxelles examine les possibilités de créer un « établissement spécial pour hospitaliser les vieillards, malades, orphelins et enfants abandonnés d'origine juive »¹¹. Le 27 du même mois, elle propose un ancien hospice situé rue de l'Orphelinat à Anderlecht. Ce bâtiment, datant du XIX^e siècle, appartenait à la société anonyme du Foyer anderlechtois à la veille de la guerre et comptait plus de 50 appartements. Face à ses besoins en locaux, la CAP l'avait dès lors pris en location en vue d'y établir un hospice de vieillards sous la dénomination d'Hospice Joseph Van Hellemont. En cours d'aménagement, le bâtiment est vide et disponible au

⁹ ACPASB, fonds Grand-Bruxelles (GB), n° 53, rapport à la CAP, 15 juillet 1943.

¹⁰ SVG, Procès-verbal de la réunion du Comité local de Bruxelles de l'AJB, 11 août 1943 ; F. Caestecker, « Rosenfeld, Louis », dans J.-Ph. Schreiber (dir.), *Dictionnaire....*, p. 295.

¹¹ ACPASB, GB 53, lettre de A. Bacq et M. Desmet au docteur Hördemann, 27 mai 1943 ; ACPASB, GB 53, lettre de A. Bacq et M. Desmet à l'*Oberfeldkommandantur*, 27 janvier 1943.

moment où, par la dissolution de la CAP d'Anderlecht, il passe dans le patrimoine de celle du Grand-Bruxelles¹².

Le 3 août 1943, l'occupant ordonne à la CAP d'aménager l'immeuble pour la fin du mois. Afin d'éviter la promiscuité future avec la population juive qui y sera hébergée, on prévoit immédiatement le déménagement de la Consultation des Nourrissons d'Anderlecht ainsi que de la petite école installées dans des locaux annexes. Arthur Bacq ne semble pas marquer explicitement d'opposition aux instructions allemandes. Estimant que les Juifs « encomrent » les institutions de soins de Bruxelles où, selon lui, ils arrivent de plus en plus nombreux, il veut surtout que cela coûte le moins possible à la CAP¹³. Diverses négociations pour l'aménagement de l'hospice ont lieu. Alors que les autorités allemandes avaient tout d'abord laissé entendre qu'elles supporteraient tous les frais, il apparaît désormais que la CAP devra s'engager financièrement. L'échevin des Finances envisage l'éventualité de remboursements après la guerre comme « dépense de réquisition d'occupation ». Il est déjà décidé que la « Communauté juive » fournira une grande part des lits, des meubles, des poêles, de la vaisselle... Des frais seront par ailleurs récupérés auprès des communes d'origine des pensionnaires, selon la règle du domicile de secours. Les pensionnaires valides apporteront leur aide. Alors qu'en théorie, il revient à l'AJB d'organiser ce type de services, l'*Oberfeldkommandantur* 672 écrit à Bacq que l'As-

¹² Joseph Van Hellefont, alors bourgmestre faisant fonction d'Anderlecht et président du Foyer anderlechtois, avait lui-même suggéré de faire usage de ce bâtiment. La dénomination « Hospice J. Van Hellefont » est agréée par le conseil communal et le conseil de l'aide sociale de la CAP. L'immeuble est loué pour une première période de 9 ans avec un loyer annuel de 36.000 francs belges (CPAS d'Anderlecht, CPASA – CAS d'Anderlecht, séances des 28 août et 25 septembre 1942 ; ACPASB, GB 53, lettre de la CAP d'Anderlecht à l'échevin de l'Hygiène de la Ville de Bruxelles, 18 décembre 1942 ; ACPASB, GB 53, lettre de A. Bacq et M. Desmet au docteur Hördemann, 27 mai 1943 ; E. Hardy, « La vie dans le Home J. Van Hellefont », dans *Anderlechtensia*, décembre 1998, pp. 5-12.

¹³ ACPASB, GB 53, lettre de A. Bacq à la Crèche et à la Goutte de Lait royales d'Anderlecht, 10 août 1943 ; ACPASB, GB 53, lettre de A. Bacq à l'échevin de l'Instruction publique, 14 août 1943 ; ACPASB, GB 53, lettre de A. Bacq au président de la Consultation des Nourrissons d'Anderlecht, 10 août 1943 ; ACPASB, GB 53, lettre de A. Bacq à l'échevin des Finances et du Contrôle, 14 août 1943.

sistance publique doit continuer à s'occuper des Juifs, car l'AJB ne s'avère pas en mesure de se charger de toute l'assistance sociale juive¹⁴.

Exclusivement réservé aux Israélites, le bâtiment rassemblera « les vieillards juifs, pensionnaires des établissements de l'administration, ainsi que les personnes ayant dépassé l'âge de 60 ans dont l'admission serait requise ; les enfants juifs [résidant] à la Section des Enfants assistés et éventuellement dans les orphelinats, ainsi que ceux [tombant], par après, à charge de l'Assistance publique ; les malades et tuberculeux juifs notamment [ceux] traités dans les établissements de l'Administration ». Alors que l'ordonnance allemande du 28 octobre 1940 exclut les Israélites des fonctions publiques, le personnel employé sera juif (à l'exception du directeur ainsi que de la concierge) et, choisi parmi les pensionnaires, prioritairement interne. Si un recrutement externe s'avère nécessaire, il concernera uniquement les Juifs belges. Il est prévu, pour le personnel externe, une rémunération de 500 francs par mois (auxquels s'ajoute la nourriture) pour les fonctions dirigeantes et de 200 francs pour les emplois subalternes. Les pensionnaires fourniront de leur côté des prestations gratuites. Les membres du personnel sont munis d'une carte de légitimation spéciale signée par le SD. Toute sortie est conditionnée au respect du port de l'étoile et du couvre-feu à 20 heures¹⁵. Ces points sont notamment abordés au cours d'une réunion qui rassemble, le 30 août 1943, Joseph Van Dam, le représentant de la CAP, Louis Rosenfeld et le *Hauptsturmführer* Erdmann. Il est alors question que Scheut abrite des Juifs libérés de Malines à l'instar des homes de l'AJB. Van Dam note dans son compte rendu : « En ce moment, il semblerait qu'à Malines ne se trouvent pas des personnes susceptibles d'être admises à l'hospice. Pourtant un

¹⁴ ACPASB, GB 53, lettre de l'échevin des Finances et du Contrôle à A. Bacq, 18 août 1943 ; ACPASB, GB 53, rapport du secrétaire général, 31 août 1943 ; ACPASB, GB 53, correspondance entre A. Bacq et le docteur Hördermann, 5 et 17 juillet 1943 ; ACPASB, GB 53, lettre de A. Bacq à l'Échevin des Réquisitions, 7 août 1943 ; ACPASB, GB 53, « Mesures arrêtées à la séance du 15 août 1943 concernant l'aménagement du home de la rue de l'Orphelinat », 15 août 1943 ; ACPASB, GB 53, lettre de l'*Oberfeldkommandantur* 672 à A. Bacq, 27 août 1943.

¹⁵ ACPASB, GB 53, rapport du secrétaire général, 31 août 1943 ; ACPASB, GB 53, minute d'une réponse de la CAP au *Hauptsturmführer* Erdmann, 6.9.1943 ; ACPASB, GB 53, lettre de Ch. Perelman et L. Feiertag à M. Desmet, 20 août 1943 ; Th. Delplancq, « Des paroles et des actes. L'administration bruxelloise et le registre des Juifs, 1940-1941 », dans *Cahiers d'Histoire du Temps présent*, n° 12, 2003, pp. 170-174.

examen de la situation se fera incessamment et la CAP sera tenue au courant pour prendre les mesures nécessaires. »¹⁶

Au début du mois d'octobre 1943, les autorités allemandes ordonnent également à la CAP d'installer un hôpital pour les malades juifs dans une aile de l'orphelinat situé au n° 102 de la chaussée de Boondael à Ixelles. Désormais, tout malade juif devra y être transféré. Francken, le directeur de l'hospice Van Aa, en assure provisoirement la direction dès son entrée en fonction, le 2 novembre 1943¹⁷.

Les pensionnaires

Dans la nuit du 3 au 4 septembre se déroulent, à Anvers et à Bruxelles, les “raffles de Belges”, qui avaient pu jusqu'alors se croire protégés par leur nationalité. Elles provoquent des protestations de la part de certaines autorités belges¹⁸. Après ces protestations et les interventions de l'AJB pour délivrer de Malines enfants et personnes âgées, l'autorité occupante libère notamment des vieillards. Il faut qu'un home les accueille : Scheut est prêt. Des Juifs âgés, arrêtés à Bruxelles et à Anvers pendant ces rafles, y sont donc envoyés.

Un des responsables de l'AJB, Salomon Van den Berg, note dans son *Journal de Guerre*, à la date du 7 septembre 1943 : « L'après-midi j'ai assisté à la nouvelle maison de retraite d'Anderlecht à l'arrivée des vieillards rentrant de Malines. Spectacle désolant de voir des personnes des premières familles de Bruxelles et d'Anvers, dépouillées de tous leurs meubles, linge et autres objets comme des malheureux. »¹⁹ Il cite notamment Alice de Bauer-Lambert, âgée de 93 ans. Celle-ci sera rejointe par son fils, le banquier Robert de Bauer, et par sa fille Jeanne May-de Bauer. Cette dernière avait été extrêmement active dans l'aide aux malades juifs démunis avant d'être arrêtée. Dans ses « Souvenirs

¹⁶ ACPASB, GB 53, compte rendu de l'entrevue du 30 août 1943.

¹⁷ ACPASB, GB 68, lettre de A. Bacq et M. Desmet au docteur J. André, 30.11.43 ; CPASB, GB 68, rapport de P. Commane, 6 octobre 1943 ; ACPASB, GB 68, lettre de A. Bacq et M. Desmet au docteur André, 29 octobre 1943 ; ACPASB, GB 68, lettre de J. André à A. Bacq, 25 novembre 1943 ; ACPASB, GB 68, lettre de la CAP au directeur de l'hospice Van Aa, fin octobre 1943.

¹⁸ M. Steinberg, *L'étoile et le fusil*, III, *La traque des juifs 1942-1944*, vol. 2, p. 226 et suiv. ; *Mémorial de la déportation...*, pp. 32-33.

¹⁹ CEGES, AB207, *Journal de guerre* de S. Van den Berg, 7 septembre 1943, p. 115.

de guerre », l'ancienne directrice du Home de Wezembeek, Marie Albert, se rappelait Alice de Bauer comme « une nonagénaire hébergée rue de l'Orphelinat à la suite d'une rafle et à qui la reine Elisabeth fit porter un fauteuil confortable »²⁰.

Le 7 septembre, 43 personnes entrent à Scheut. Le 15 septembre 1943, Louis Rosenfeld informe le comité local de Bruxelles de l'AJB de ce que le délégué du SD lui a annoncé l'arrivée de 88 vieillards. Le 16 septembre, c'est au tour de 95 personnes, parmi lesquelles un grand nombre d'Anversoises, d'intégrer le bâtiment. L'image de ces Juifs de grande notoriété ainsi arrêtés et placés à Scheut impressionna ceux qui croyaient encore que certains pouvaient rester à l'abri des persécutions²¹.

Les pensionnaires entrés en septembre seront surtout de nationalité belge : sur les 210 entrées de septembre, on compte 103 Belges, 49 apatrides (souvent originaires du *Reich*), 44 Polonais, 10 Néerlandais... La proportion de Belges diminue ensuite : sur les 186 entrées entre octobre et décembre 1943, il y a 79 apatrides, 57 Polonais, 14 Néerlandais, 14 Belges. Les autres nationalités sont très diverses : Roumains, Tchèques, Turcs, Hongrois, Luxembourgeois, Français, Grecs, Russes... Apatrides, Belges et Polonais formeront aussi la majorité du personnel²².

Responsable des demandes de libération de Malines, l'AJB se charge de transférer les pensionnaires à Scheut. La CAP s'occupe quant à elle de la gestion interne de l'hospice²³. Fin août 1943, Chaïm Perelman est désigné par l'AJB comme agent de liaison. Au mois de décembre, il est chargé des questions d'ordre général et une assistante sociale de l'AJB, Luce Polak, reprend le rôle de déléguée auprès de Scheut. Raymond Wolff est de son côté choisi pour assurer la liaison avec l'hôpital juif

²⁰ SVG, fiche de Jeanne de Bauer ; Home Van Hellemont, registre des entrées ; Marie Blum-Albert, *Le récif de l'espoir*, Bruxelles, 1997, p. 85 ; J.-Ph. Schreiber, « Bauer, Raphaël von », dans J.-Ph. Schreiber (éd.), *Dictionnaire...*, pp. 43-44.

²¹ Home Van Hellemont, registre des entrées ; SVG, Procès-verbal de la réunion du Comité local de Bruxelles, 15 septembre 1943 ; M. Steinberg, *L'étoile et le fusil*, III, vol. 2, p. 230.

²² ACPASB, GB 53, lettre de J. Van Dam à A. Bacq, 29 septembre 1943 ; Home Van Hellemont, registre des entrées.

²³ ACPASB, GB 53, lettre de S. Van den Berg et M. Blum à A. Bacq, 26 novembre 1943 ; ACPASB, GB 53, lettre de S. Van den Berg et L. Feiertag à M. Desmet, 26 août 1943.

d'Ixelles. La CAP est par ailleurs aussi en contact avec Felix Meyer, un Juif allemand dont les démarches sont mal acceptées par l'AJB. Celui-ci sert de temps à autre d'intermédiaire entre la CAP et les autorités allemandes, auprès desquelles il est bien introduit²⁴. L'AJB est également autorisée par la CAP à envoyer un délégué pour venir collecter des cotisations dans l'hospice. Ayant proposé que les cotisations des pensionnaires soient transmises au home, l'AJB accorde 5.000 frs par mois au Comité d'Entraide de Scheut dont s'occupe Jeanne May-de Bauer, devenue économe bénévole du Home²⁵. Elle fournira aussi « cinq camions de meubles »²⁶.

Les Juifs arrêtés et envoyés à Scheut ne sont pas nécessairement passés par Malines. Certains viennent des SD de Bruxelles et d'Anvers, de la prison d'Anvers ou encore de leur domicile « par ordre du SD ». Par ailleurs, leur arrivée n'est pas systématiquement synonyme d'arrestation préalable. L'autorité militaire allemande exige en effet également que les Juifs des institutions de la CAP soient transférés « dans les établissements spécialement aménagés pour eux » pour fin octobre 1943. On constate ainsi à partir de ce moment l'arrivée de pensionnaires de l'hospice Sainte-Gertrude, de l'hospice de l'Infirmier (rue du Canal), de l'hospice Névraumont de Saint-Josse-ten-Noode ou encore de la maison de retraite de la rue de la Glacière. Quelques-uns viennent du sanatorium d'Alseberg, également dépendant de la CAP, en mars 1944. Enfin, d'autres se présentent « de leur plein gré » pour y solliciter leur admission. Pratiquement tous les pensionnaires étaient auparavant domiciliés à Bruxelles ou à Anvers²⁷.

²⁴ACPASB, GB 68, correspondance entre Francken et la CAP, 24 décembre 1943 et 5 janvier 1944 ; ACPASB, GB 53, lettre de A. Bacq et M. Desmet à l'AJB, 10 décembre 1943 ; CPASB, GB 53, lettre de M. Desmet et A. Bacq à l'AJB, 28 décembre 1943 ; CPASB, GB 53, lettre de F. Meyer à A. Bacq, 4 décembre 1943 ; SVG, TR 151.489 R 497, « Rapport d'une enquête faite les 4 et 9 septembre 1958 par Monsieur Dumonceau de Bergendal ».

²⁵ ACPASB, GB 53, lettre de A. Bacq à l'AJB, 16 décembre 1943 ; SVG, procès-verbal des réunions communes du Comité directeur et du Comité local de Bruxelles de l'AJB, 8 décembre 1943 et 8 mars 1944.

²⁶ Notons que l'AJB paiera une partie de l'installation électrique du home de la rue Victor Rauter, annexe de Scheut (ACPASB, GB 53, lettre du Comité local de Bruxelles de l'AJB à J. Van Dam, 28 octobre 1943 ; SVG, procès-verbal des réunions communes du Comité directeur et du Comité local de Bruxelles de l'AJB, 12 janvier et 8 mars 1944).

²⁷ ACPASB, GB 53, lettre de A. Bacq au directeur de l'hospice Sainte-Gertrude, 15 octobre 1943 ; ACPASB, GB 53, note de A. Bacq, 5 octobre 1943 ; ACPASB, GB 42, « Relevé des pensionnaires

Il est fort probable que les pensionnaires ne sortaient guère de l'établissement. Si ceci ne leur était pas interdit, il était par contre clairement établi qu'il n'était « pas désirable qu'ils le fassent sans nécessité »²⁸. Ainsi, en octobre 1943, il semble que les pensionnaires pouvaient prendre un bain hebdomadaire aux bains-douches de la rue de la Clé à Bruxelles. Fin 1943, deux sorties par semaine leur étaient permises²⁹. Si la “protection” accordée aux pensionnaires et aux membres du personnel est relative (ainsi, un pensionnaire est signalé comme « déporté » en mars 1944 et un commis externe détenteur d'une carte de légitimation est envoyé à Malines en avril 1944), le nombre de personnes qui se sont “enfuies” est minime. On signale un couple « repris » par le SD quelques jours après son entrée en février 1944³⁰.

Le personnel

Le personnel est engagé et rémunéré par la CAP sur proposition du directeur de l'hospice. Tout engagement de personnel peut être refusé par l'autorité occupante³¹. Obtenir un tel emploi pouvait être perçu comme une protection même si, comme toute protection accordée par les autorités occupantes, celle-ci pouvait s'avérer bien illusoire. Appartenir au personnel d'un home tel que celui de Scheut, c'est également disposer d'une source de revenus, fût-elle modeste. C'est, pour les internes, bénéficier de la nourriture et du logement, ce qui est de nature à atténuer la terrible précarité où se débattaient alors nombre de Juifs. En septembre 1943 sont engagés cinq membres externes du personnel (citons, au titre d'adjoint au directeur bénévole, l'homme d'affaires, phi-

juifs hospitalisés dans les établissements de l'administration situés dans l'agglomération », s.d. [septembre-octobre 1943] ; SVG, TR 153.109 R 497, « Rapport d'une enquête faite le 30 janvier 1959 par Monsieur Dumonceau de Bergendal à l'Assistance Publique d'Anderlecht » ; Home Van Hellemont, registre des entrées.

²⁸ ACPASB, GB 53, « Mesures arrêtées à la séance du 15 août 1943 concernant l'aménagement du home de la rue de l'Orphelinat ».

²⁹ ACPASB, GB 53, lettre de J. de Man à A. Bacq, 1^{er} octobre 43 ; ACPASB, GB 53, lettre de Felix Meyer à A. Bacq, 4 décembre 1943.

³⁰ Home Van Hellemont, registre des entrées ; ACPASB, GB 53, lettre de L. Lalemand à A. Bacq, 6 juin 1944 ; ACPASB, GB 53, lettre de J. de Man à A. Bacq, 1^{er} octobre 1943.

³¹ ACPASB, GB 53, lettre de la CAP à F. Erdmann, 6 septembre 1943 ; ACPASB, GB 53, lettre de A. Bacq et M. Desmet à J. Van Dam, 8 novembre 1943.

lanthrope et résistant David Ferdman), ainsi que dix internes non pensionnaires (dont 6 filles de cuisine-nettoyeuses)³². Au nombre des médecins employés dès le mois de septembre, on recense le généraliste Salvator Van Wien, l'urologue Georges Wiener et l'ophtalmologue Abraham Brandès, tous trois de nationalité belge. Ceux-ci rejoignent le laryngologue apatride Otto Goldschmidt, entré à Scheut le 31 août 1943 et y décédé en mai 1945³³. Le personnel compte en mars 1944 une cinquantaine de personnes parmi lesquelles des pensionnaires « rendant des services » avec ou sans gratification, des travailleurs internes et des travailleurs externes rémunérés. À la même époque, 450 pensionnaires sont hébergés à Scheut³⁴.

En 1943, la CAP dépensera un peu plus de 530.000 francs pour l'hospice. Elle compte en recettes un peu plus de 254.000 francs au titre de « remboursement des frais d'entretien des pensionnaires n'ayant pas leur domicile de secours à Bruxelles » (payés donc par les CAP des communes d'origine) et un peu plus de 55.000 frs pour « remboursement de frais d'entretien de pensionnaires non indigents »³⁵. Une partie des avoirs des pensionnaires de Scheut peut être à leur disposition parce qu'il s'agit de leur « entretien dans un home (hospice de vieillards, orphelinat) ou dans un établissement hospitalier ». Les pensionnaires « non indigents » payent et génèrent donc des recettes. Ainsi, à titre d'exemple, les recettes émanant des pensionnaires « non indigents » se montent à 90.000 francs en juin 1944. En comparaison, au home de l'AJB d'Auderghem, les pensionnaires sont souvent payants et ce qu'ils apportent couvre plus de 80 % des dépenses. Il n'y a que quelques « gratuits » alors que plus de la moitié des pensionnaires

³² On consultera à son sujet J.-Ph. Schreiber, E. Wulliger, « Ferdman, David », dans J.-Ph. Schreiber (éd.), *Dictionnaire...*, pp. 105-106.

³³ ACPASB, GB 53, rapport de P. Commane, 6 octobre 1943 ; Home Van Hellemont, registre des entrées ; CEGES, AB207, *Journal de guerre* de S. Van den Berg, 25 août 1943, pp. 110-111.

³⁴ ACPASB, GB 53, rapport de L. Lalemand à la CAP, 8 mars 1944 ; ACPASB, GB 53, lettre de A. Bacq et M. Desmet à L. Lalemand, 22 mars 1944 ; ACPASB, GB 68, lettre de A. Bacq et M. Desmet à l'*Oberfeldkommandantur* 672, 8 février 1944.

³⁵ ACPASB, *Rapport annuel de la Commission d'Assistance publique de Bruxelles pour 1943*, s.d., p. 4.

payent au-delà de 1.000 francs par mois³⁶. Salomon Van den Berg décrit Anderghem comme un home « plus intime » que celui de Scheut, « où on dit que c'est moins bien »³⁷. Un témoignage dépeint un triste tableau du quotidien des pensionnaires aux débuts de l'hospice : « À part une grande table en bois blanc et des bancs dans le réfectoire, il ne s'y trouve aucun meuble. Pendant la journée, les vieillards en sont réduits à s'appuyer contre les bancs de fenêtre ou à s'asseoir à même le sol ; ils y sont abandonnés à eux-mêmes. Le gardien est un israélite. Il ne faut pas songer à s'échapper de crainte des représailles contre ceux qui resteraient, notamment les impotents. Pour l'instant, ils peuvent recevoir pendant la journée des visites, et de nombreux amis aryens ne manquent pas de venir réconforter ces malheureux par leurs visites et de leur apporter qui des aliments, qui un fauteuil ou des couvertures »³⁸. D'autres sources font état par la suite de l'existence d'un fumoir et d'une bibliothèque, de l'organisation, « avec l'aide précieuse de pensionnaires cultivés », de cours de langues ou encore de concerts. Ainsi, fin décembre 1943, un concert, organisé par le Comité d'entraide est donné dans la bibliothèque et ce, sans aucun frais pour la CAP puisque tous les musiciens sont des pensionnaires³⁹.

Le premier directeur est Joseph Marie Julien Van Dam. Né à Anderlecht le 28 juin 1892, il entre au service des Hospices civils le 15 juillet 1912. Sa dernière promotion date du 30 novembre 1928. Désigné comme receveur de la CAP d'Anderlecht, il prête serment le 12 avril 1929⁴⁰. Il est initialement prévu qu'il assume la direction du Home de Scheut comme fonction complémentaire sans rémunération supplémentaire. Il quittera Scheut en décembre 1943 pour assurer le poste de trésorier de la 14^e division de secours. Personnel et pensionnaires lui témoigneront leur reconnaissance par une lettre et une pétition adres-

³⁶ ACPASB, GB 53, lettre du *Militärbefehlshaber in Belgien und Nordfrankreich, groupe XII*, à la CAP, 10 octobre 1943 ; ACPASB, GB 53, lettre de L. Lalemand à A. Bacq, 17 juin 1944 ; MJDR, fonds AJB, Commission sociale. Finances, « Assistance sociale. Rapport du mois de mai 1944 ».

³⁷ CEGES, AB207, *Journal de guerre* de S. Van den Berg, 2 octobre 1943, pp. 121-122.

³⁸ CEGES, AA 120-B64-farde I, Ministère de la Justice. Commission des crimes de guerre – Persécution antisémite en Belgique.

³⁹ SVG, procès-verbal de la réunion du Comité local de Bruxelles de l'AJB, 15 septembre 1943 ; ACPASB, GB 42, lettre de L. Lalemand à la CAP, 21 décembre 1943.

⁴⁰ CPASA, CAS de la CAP d'Anderlecht, séances des 12 avril 1929, 22 mai 1942 et 21 mars 1952 ; CPASA, Bureau permanent de la CAP d'Anderlecht, séance du 3 mai 1929.

sée à la CAP pour qu'il garde ses fonctions. Il demandera lui-même à rester à ce poste et semble avoir eu un réel souci du bien-être relatif de ses pensionnaires⁴¹.

L' « Hospice Auxiliaire de Bruxelles (home pour Israélites) »

Louis Lalemand succédera à Van Dam jusqu'à la Libération. Né à Bruxelles le 24 avril 1889, il entre au service de la comptabilité de la CAP de Bruxelles en 1911. Il passe ensuite par l'hospice des enfants assistés (1916) avant d'être désigné pour travailler au magasin central (1918) puis comme inspecteur des pauvres (1919). Lalemand devient alors successivement contrôleur adjoint au contrôle des matières (1927), chef de bureau à l'hôpital Saint-Jean (1931) et chef de division au service de l'approvisionnement (1939) et au magasin central (1943). De janvier à septembre 1940, il assure par ailleurs la direction de l'hôpital Saint-Pierre. On lui prête des qualités d'intelligence, de réflexion, d'adaptation et de débrouillardise⁴². Ayant succédé à Joseph Van Dam au poste de directeur de l'hospice de Scheut, il écrira avoir été à l'origine de la nouvelle dénomination de l'établissement, à savoir « Hospice Auxiliaire de Bruxelles (home pour Israélites) »⁴³. L'appellation n'est pas anodine : elle signifie que Scheut fait partie intégrante des institutions publiques hospitalières bruxelloises. Louis Lalemand rappelle encore le caractère public de l'hospice en permettant les visites à Scheut du rabbin Salomon Ullmann⁴⁴. Il les justifie en stipulant que « la visite d'un ministre d'un culte reconnu est généralement autorisée suivant les

⁴¹ ACPASB, GB 53, lettre de M. Desmet et J. Delmartino à J. Van Dam, 25 août 1943 ; ACPASB, GB 53, lettre de A. Bacq et M. Desmet à J. Van Dam, 7 décembre 1943 ; ACPASB, GB 53, pétition du 3 novembre 1943 ; ACPASB, GB 53, lettre de J. Van Dam à A. Bacq, 26 novembre 1943.

⁴² Louis Lalemand devient secrétaire général adjoint le 1^{er} juin 1948 et conserve cette fonction jusqu'à sa mise à la pension en 1954. Il est titulaire de plusieurs distinctions honorifiques : chevalier de l'Ordre de Léopold II (1926), médaille civique de 1^{ère} classe (1937) et chevalier de l'Ordre de la Couronne (1939). Il meurt à Bruxelles le 30 août 1983 (ACPASB, Dossiers du Personnel, Adm 70).

⁴³ ACPASB, GB 53, lettre de A. Bacq et M. Desmet à L. Lalemand, 7 décembre 1943 ; SVG, TR 241.905 R 497, lettre de L. Lalemand à la Commission de la Reconnaissance nationale, 13 août 1948.

⁴⁴ J.-Ph. Schreiber, « Ullmann, Salomon », dans J.-Ph. Schreiber (dir), *Dictionnaire...*, pp. 343-344.

instructions en vigueur dans nos hôpitaux » et que « partout ailleurs, le ministre du culte fait le tour des salles ». Il écrira en 1948 : « En acceptant la direction, j'avais bien spécifié que j'entendais y appliquer le règlement général de tous nos hospices de vieillards ; je ne voulais pas jouer le rôle de geôlier. Tant au point de vue moral qu'au point de vue matériel, je m'efforçais d'adoucir leur sort et de leur permettre de vivre en toute dignité »⁴⁵.

Les fonds du Comité d'entraide permettent d'améliorer l'alimentation et de fournir du linge dont, selon L. Lalemand, de nombreux pensionnaires semblent avoir été démunis : « Il y avait un gros pourcentage de malheureux dénués souvent du strict nécessaire en vêtements, linge et chaussures ». La cuisine populaire de l'AJB fournit également, à ses frais, des repas préparés rituellement⁴⁶.

De nouvelles structures apparaissent progressivement. Ainsi, en janvier 1944, une section pour les « incurables », est installée à Scheut dans le bâtiment contigu où était installée l'école. Les médecins Van Wien, Wiener et Brandès sont à cette occasion consultés pour l'aménagement de la section. Au mois de juin, près de 50 personnes y sont soignées ; des poêles ont été enlevés pour ajouter des lits. Au printemps 1944 s'ouvre au n° 4 de la rue Victor Rauter à Anderlecht un home destiné aux couples âgés en relative bonne santé. L'immeuble appartient à un propriétaire privé et des travaux d'aménagement ont dû être effectués. Ce « Home pour ménages juifs », considéré comme une annexe de l'Hospice auxiliaire, est aussi placé sous la direction de Louis Lalemand. Il est cependant dirigé par Maurice Heiber, qui a le titre de « directeur-adjoint bénévole ». Juif actif à la fois à l'AJB et au Comité de Défense des Juifs, organisation de résistance civile, Maurice Heiber a été libéré de Malines pour occuper ce poste. Le home abrite une qua-

⁴⁵ ACPASB, GB 53, lettre de L. Lalemand à A. Bacq, 16 décembre 1943 ; SVG, TR 241.905 R 497, lettre de Lalemand à la Commission de la Reconnaissance nationale, 13 août 1948.

⁴⁶ ACPASB, GB 53, lettre de L. Lalemand à la CAP, 18 janvier 1944 ; ACPASB, GB 53, lettre de L. Lalemand à A. Bacq, s.d. [vers décembre 1943] ; lettre de A. Bacq et M. Desmet à L. Lalemand, 3 février 1944 ; SVG, TR 241.905 R 497, lettre de L. Lalemand à la Commission de la Reconnaissance nationale, 13 août 1948.

rantaine de personnes en mars 1944 et 125 personnes en juin 1944. Entre 15 et 20 personnes y travaillent⁴⁷.

La Libération

Juin 1944. La Libération approche. À cette époque, environ 490 personnes vivent à Scheut et environ 130 rue Rauter. Louis Lalemand écrit : « Nous atteignons vraiment l'extrême limite des possibilités d'hébergement et je ne vois pas où je pourrais encore mettre des lits supplémentaires sans courir des risques sérieux du point de vue sanitaire qui a été satisfaisant jusqu'à ce jour ». Il fait remarquer que si d'autres établissements peuvent examiner le nombre de places vacantes avant toute admission, ce n'est pas le cas de Scheut, accueillant des personnes qui ont été arrêtées. Lalemand constate qu'il n'est en rien prévenu de l'arrivée de nouveaux pensionnaires : « Mercredi passé, dans la soirée, j'ai reçu en une fois 15 personnes et j'ai bien dû les héberger... comme j'ai pu. » Alors que l'AJB et Felix Meyer cherchent de leur côté un autre bâtiment disponible, Lalemand propose d'utiliser l'orphelinat de la rue Médori, dépendant également de la CAP, en cas de départ des enfants à la campagne. Les admissions à Scheut ne s'arrêtent pas pour autant dans les semaines suivantes⁴⁸.

L'anxiété augmente parmi les Juifs. Les homes regroupant des Juifs comme les homes de l'AJB pour enfants ou pour vieillards ainsi que les établissements pour Juifs de la CAP se révèlent être des cibles faciles pour l'occupant. Salomon Van den Berg écrit dans son *Journal de guerre* à la date du 25 août 1944, en évoquant les homes de l'AJB : « De plus en plus il paraît qu'ils ne [les] laisseront pas exister à condition d'avoir le temps de les prendre »⁴⁹.

⁴⁷ SVG, TR 241.905 R 497, lettre de L. Lalemand à la Commission de la Reconnaissance nationale, 13 août 1948; ACPASB, GB 53, lettre de L. Lalemand à A. Bacq, s.d. et 17 juin 1944; ACPASB, GB 42, lettre de L. Lalemand à la CAP, 25 février 1944; ACPASB, GB 42, rapports du Service Contentieux, 31 janvier et 3 février 1944 ; ACPASB, GB 53, lettre de A. Bacq et M. Desmet à L. Lalemand, 9 février 1944 ; J.-Ph. Scheiber, « Heiber, Mojzesz », dans J.-Ph. Schreiber (éd.), *Dictionnaire...*, pp. 155-156 ; ACPASB, GB 53, lettre de L. Lalemand à A. Bacq, 6 juin 1944 ; ACPASB, GB 42, lettre de L. Lalemand à la CAP, 7 mars 1944.

⁴⁸ ACPASB, GB 53, lettre de L. Lalemand à A. Bacq, 17 juin 1944.

⁴⁹ CEGES, AB207, *Journal de guerre* de S. Van den Berg, 25 août 1944, pp. 168-169.

Trois jours plus tard, le 28 août 1944, Van den Berg, représentant l'AJB, demande à Arthur Bacq de reprendre la direction effective des homes de vieillards de la rue de la Glacière et de l'avenue Jean Van Horenbeeck. Ce même jour, Bacq écrit (sans doute au secrétaire général du ministère de l'Intérieur) que lorsque l'hospice de Scheut et l'hôpital israélite avaient été créés, « il avait été entendu que le fait d'habiter dans un de nos établissements devait constituer une sauvegarde pour les Israélites. À l'heure actuelle j'apprends que certains services veulent liquider ces homes. La CAP aurait dans ces conditions joué un rôle odieux en permettant le rassemblement dans ces établissements d'un grand nombre d'israélites qu'on pourrait cueillir en une fois. Aujourd'hui j'apprends que les membres du Comité de l'Association juive ont disparu abandonnant en quelque sorte deux homes pour vieillards que l'association gérait elle-même, l'un situé rue de la Glacière, l'autre à Auderghem. J'ai donné instructions à mes services de les prendre en charge à partir de demain matin. » Il avance également que la CAP est disposée à prendre en charge les homes d'enfants⁵⁰.

Le lendemain, Lalemand va visiter les deux homes en question : il y a 84 pensionnaires à Auderghem et 87 rue de la Glacière⁵¹. Un écriteau est immédiatement placé devant ces homes mentionnant « CAP Bruxelles hospice auxiliaire, n°... », comme si cela suffisait à terme à les protéger. Quelques pensionnaires de Scheut partent « sans laisser d'adresse » fin août. Cependant, même s'ils ont peur de la menace que représente une prochaine rafle, la plupart des pensionnaires ne peuvent envisager de quitter l'hospice : ils n'ont alors sans doute plus de familiers proches susceptibles de les cacher. Trouver une cachette est très difficile. Tout un réseau de résistance s'est organisé pour sauver les enfants juifs, mais faire passer dans la clandestinité des personnes âgées est encore plus complexe et ne peut se faire dans l'urgence.

Les occupants partiront sans rien tenter, semble-t-il, contre les pensionnaires de Scheut. Ces derniers seront sauvés. C'est bien sûr cette image-là qui restera imprégnée dans les mémoires... sans que les per-

⁵⁰ ACPASB, GB 53, lettre de S. Van den Berg à A. Bacq, 29 août 1944 ; ACPASB, GB 53, lettre de A. Bacq à « Monsieur le Secrétaire Général », 28 août 1944.

⁵¹ ACPASB, GB 53, rapport de L. Lalemand à la CAP, 31 août 1944.

sonnes concernées n'aient été nécessairement informées du contexte dans lequel elles vivaient alors⁵². L'Assistance publique d'Anderlecht et celle de Bruxelles reprennent leurs droits après la Libération. Le 13 septembre 1944, les nouveaux responsables de la CAP de Bruxelles confirment à Louis Lalemand que « la prise en charge des homes de vieillards israélites 35 rue de la Glacière et 147 avenue Van Horenbeeck, par une réunion de personnes sans qualité ni pouvoir est nulle et non avenue »⁵³. La maison de retraite retrouvera l'autonomie qu'elle avait avant la guerre. Les homes d'Auderghem deviendront des homes de l'Aide aux Israélites Victimes de la Guerre, organisme chargé de travailler à la reconstruction juive en Belgique. Le home de Scheut est quant à lui géré « à titre temporaire et précaire » par Joseph Van Dam à partir du 15 septembre 1944. En sa séance du 20 octobre 1944, le Conseil de l'Aide sociale de la CAP d'Anderlecht décide d'annoncer la vacance de l'emploi de directeur. Le home est progressivement abandonné par les Juifs qui y habitaient, lesquels seront remplacés par d'autres pensionnaires à partir du mois de décembre. Ayant repris la dénomination de « Home Van Hellemont », il dépend aujourd'hui du Centre public d'Action sociale d'Anderlecht⁵⁴.

Beaucoup de Juifs hébergés à Scheut ont pu rentrer chez eux après la Libération. D'autres ont été placés dans des homes juifs à Bruxelles ou à Anvers. Quelques-uns ont rejoint leur famille à l'étranger. Certains retrouveront peu à peu des membres de leur famille, leur maison, leur situation sociale. Pour beaucoup, ce ne fut pas le cas : leurs enfants, leurs petits-enfants ont été déportés et la plupart ne reviendront pas. Ils ont le plus souvent perdu leurs biens et n'ont plus l'âge de travailler ni la force nécessaire qui leur permettrait d'améliorer leur situation matérielle et morale. Ils se retrouvent seuls dans un pays où ils ne sont souvent pas nés et dont ils ne maîtrisent pas nécessairement les langues véhiculaires. Ils ont donc été sauvés mais, pour beaucoup, la fin de vie sera une tragédie silencieuse⁵⁵.

⁵² Voir à ce sujet C. Massange, *Bâtir le lendemain. L'Aide aux Israélites Victimes de la Guerre et le Service Social Juif de 1944 à nos jours*, Bruxelles, 2002.

⁵³ ACPASB, GB 53, lettre de la CAP à L. Lalemand.

⁵⁴ Home Van Hellemont, registre des entrées; CPASA, CAS de la CAP d'Anderlecht, séances des 15, 22 septembre et 20 octobre 1944.

⁵⁵ Voir à ce sujet C. Massange, *op. cit.*

Quelques témoignages de reconnaissance sont apparus après la guerre. Louis Lalemand rapportera en 1948 les propos de Jeanne Mayde Bauer tenus peu après la Libération : « Vous vous êtes révélé profondément humain et compatissant. Organisateur avisé, administrateur vigilant, vous nous avez rendu agréable l'existence à Scheut qui, sous une direction moins généreuse, eût été odieuse ». Il attestera de son côté avoir été « largement récompensé de ce [qu'il a] pu faire pour tenter de sauvegarder la dignité et la vie d'êtres humains stupidement et cruellement persécutés »⁵⁶. Au mois d'avril 1945, une « commission de philanthropes israélites » proposera à la CAP d'apposer une plaque commémorative à l'hospice Van Hellemont. Celle-ci, portant le texte « Hommage de reconnaissance 1940-1944. À l'Assistance Publique d'Anderlecht : pour avoir sauvé de la déportation et de la mort les Israélites hébergés dans cet établissement pendant l'occupation ennemie », sera inaugurée le 14 octobre 1945⁵⁷.

L'ancien président de la CAP, Arthur Bacq, prendra quant à lui place sur le banc des accusés dans le cadre du procès du Grand-Bruxelles. Le comparant à un « véritable négrier », on lui reprochera son zèle intempestif dans le recrutement de main-d'oeuvre pour l'ennemi alors qu'il était directeur de l'*Arbeitsamt* de Charleroi. Parmi les autres chefs d'accusation, on citera également son travail de propagande, sa participation au collège du Grand-Bruxelles, sa collaboration à la création du Grand-Charleroi et du Grand-La Louvière, ainsi que son action dans la Communauté culturelle wallonne et dans les Grandes Conférences européennes. Un seul élément semble faire office de circonstance atténuante : les grands services qu'il aurait rendus aux Juifs. Les témoins, parmi lesquels le docteur Wiener et Chaïm Perelman semblent unanimes. Son sort est cependant scellé. Arthur Bacq sera condamné à mort par le Conseil de Guerre de Bruxelles le 16 mai 1946 et fusillé à Charleroi le 14 juin 1948⁵⁸.

⁵⁶ SVG, TR 241.905 R 497, lettre de Lalemand à la Commission de la Reconnaissance nationale, 13 août 1948.

⁵⁷ CPASA, CAS de la CAP d'Anderlecht, séance du 13 avril 1945 ; *Ofipresse*, 22, 5 octobre 1945.

⁵⁸ F. Maerten, *op. cit.*, vol. I, p. 90 ; « Les conseils de guerre. Le Grand-Bruxelles », dans *Le Soir*, 20 mars 1946, p. 2, et 27 mars 1946, p. 2 ; « Le procès du Grand-Bruxelles », dans *Le Peuple*, 27 mars 1946, p. 3 ; « L'épilogue du procès du Grand-Bruxelles », dans *Le Soir*, 18 mai 1946, p. 2 ;

On pourra, en guise de conclusion, se poser la question de l'attitude de la CAP du Grand-Bruxelles dans l'affaire du home de Scheut. L'occupant, en jouant les cartes de l'AJB d'une part et de l'institution publique de l'autre, va "ratisser" plus largement dans le domaine des hospices et s'assurer un contrôle plus strict des vieillards. En se lançant dans ce projet, sur une première requête orale, la CAP se place-t-elle dans une pure logique d'exécution des ordres allemands ? Elle s'éloigne en tous cas de la politique d'exécution passive en participant activement au processus d'isolement des Juifs. Par ailleurs, la justification d'Arthur Bacq, au mois d'août 1944, est-elle de mise ? Elle-même création de l'occupant, la CAP se trouve-t-elle véritablement devant un choix cornélien : se plier aux injonctions allemandes et mettre les Juifs en péril pour pouvoir leur apporter une aide voire une protection ? Quel que soit son positionnement, les autorités allemandes, ce faisant, affineront le rassemblement, renforceront leur contrôle et se déchargeront de l'hébergement de ceux qu'elles ont provisoirement décidé de ne pas déporter.

« Le procès du Grand-Bruxelles », dans *Le Peuple*, 11 mars 1946, p. 3; « Les conseils de guerre. Le Grand-Bruxelles », dans *Le Soir*, 5 mars 1946, p. 2.

**Dans le jardin du Home de Scheut pendant l'occupation.
Cliché dû à l'obligeance du Cercle d'Archéologie,
Folklore et Histoire d'Anderlecht.**

© MJB

**Le bâtiment du Home de Scheut pendant l'occupation.
Cliché dû à l'obligeance du Cercle d'Archéologie,
Folklore et Histoire d'Anderlecht.
© MJB**

Le bâtiment du Home Van Hellemont, en travaux, actuellement.
© FMC